

Des pertes abyssales et 5 000 emplois en suspens

Le numéro deux français de la sécurité en cessation de paiement. FO exige que les comités d'établissement se réunissent, afin que les salariés aient accès aux comptes.



Le 24 avril, quelques heures avant l'annonce d'une cessation de paiement de l'entreprise de gardiennage Neo Security, FO s'étonnait de découvrir dans la presse –comme les 5 000 salariés– les déclarations de son P-DG, Jean- Michel Houry, sur un «trou de trésorerie de 15 millions d'euros». Demandant à l'État un prêt-relais du même montant, il évoque aussi un possible dépôt de bilan, qui pourrait entraîner une fuite des clients et des suppressions d'emplois.

Le 20 avril déjà, les délégués syndicaux centraux avaient été informés d'une demande de la direction d'un moratoire de 10 millions auprès de l'URSSAF. «Aujourd'hui, le poids de la dette est tel que l'on a pas mal de craintes quant à l'activité», analyse Alain Bouteloux, chargé de la prévention et de la sécurité à la Fédération FO de l'Équipement, de l'Environnement, des Transports et des Services (FEETS FO).

Ainsi, en totalisant les pertes: 80 millions auxquels s'ajouterait l'actuel trou de 25 millions, cela ferait 105 millions d'euros perdus en trois ans, alors que le chiffre d'affaires de l'entreprise avoisinait les 225 millions en 2010. Mais, souligne la FEETS FO, «en l'état, les annonces de la direction ne peuvent être vérifiées et le doute subsiste, tant sur la réalité des chiffres que sur les raisons de ces pertes abyssales». Qui plus est, Neo Security a déjà connu des plans d'apurement de ses dettes et ils ont entraîné la suppression de 3 000 emplois –sur 8 000– entre 2009 et 2011. Aujourd'hui, de nombreux salariés n'ont pas perçu la totalité de leurs salaires et tous s'interrogent sur leur avenir. L'entreprise propose des activités de service et les besoins en matière de sécurité ne vont pas disparaître du jour au lendemain.

Comme le rappelle Jean Hédou, Secrétaire général de la fédération, «80% du chiffre d'affaires provient de la main-d'œuvre et, s'ils devaient être un jour réembauchés, ces salariés doivent obtenir maintenant des garanties».

Le 25 avril, la FEETS FO a été reçue par le Secrétaire général de l'Élysée, M. Xavier Musca. Elle lui a fait part de ses «priorités»: sauvegarde des 5 000 emplois, pérennité des contrats de travail, versement des salaires. Jean Hédou et Alain Bouteloux ont profité de la présence du représentant du ministre du Travail pour lui demander d'agir. En effet, les institutions représentatives du personnel ne sont toujours pas en place, ce qui interdit aux salariés et à leurs représentants d'avoir accès aux comptes et à la situation économique de l'entreprise.

Quant à M. Musca, il a assuré découvrir l'affaire, avant d'affirmer: «Si l'État doit remettre de l'argent, cela ne peut se faire à fonds perdus. » Rien de tangible n'est sorti de la rencontre. En revanche, dès le lendemain, M. Bertrand parlait de «nou-veaux investissements pressentis», sans avancer de noms, tandis que le cabinet du ministre de l'Industrie annonçait que le groupe suédois Securitas, numéro un européen des services de sécurité, se disait prêt à «examiner dès les prochains jours une offre de reprise». En attendant, c'est le 3 mai que le tribunal de commerce de Paris devait statuer sur l'avenir du numéro deux français.

Activité syndicale du 04/05/2012

